

BREVES D'EUROPE

N°13



Sommet européen du 26 octobre : Trop peu, trop tard...mais dans la bonne direction !

Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis en Conseil européen dans la nuit du 26 au 27 octobre dernier avaient une obligation de résultat. Si leur conclave avait débouché sur des mesures anodines, la spéculation se serait déchaînée contre les pays de l'Europe du sud, précipitant la panique bancaire, le *"Bank run"*.

D'où les résultats de cette nuit blanche: les banques se résignant "volontairement" à perdre 50% sur les obligations d'Etat grecques qu'elles détiennent (100 milliards d'euros).

Elles acceptent de se recapitaliser à hauteur de 106 milliards d'euros pour

Octobre 2011

éponger cette perte, *"en faisant appel en priorité au capital privé"*.

La puissance d'action du fonds européen de stabilisation financière (FESF) est portée à 1000 milliards d'euros, par adjonction d'un effet de levier.

Un nouveau fonds d'achat des dettes souveraines européennes, destiné en particulier aux pays émergents (Chine, Inde, Monarchies du Golfe, Brésil, Russie, etc.) est constitué...

Il faudra être vigilant sur les contreparties que ces créiteurs ne manqueront pas d'exiger !

Mario Draghi, le nouveau président de la Banque Centrale Européenne (BCE), s'engage, quant à lui, à poursuivre autant que de besoin, la politique d'achat des dettes d'Etat sur le second marché, menée par son prédécesseur.

Un saut fédéral ?

Surtout, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy font mine de s'attaquer désormais au fond du problème : *"il ne peut y avoir durablement de monnaie unique en Europe sans un gouvernement économique capable de coordonner les politiques budgétaires, macro-économiques et fiscales des Etats membres"*, reconnaissent-ils.

La mutualisation et la monétarisation des dettes souveraines exigent un saut institutionnel. Dans un premier temps, un contrôle des autorités européennes sur les budgets des Etats en déficit excessif. Dans un second temps, un bond en avant dans l'harmonisation fiscale et sociale.

Les Bourses à la fête

Comme souvent, au lendemain des sommets européens de crise, les marchés ont salué ces décisions. Le CAC 40 a ouvert en fanfare (+3,86%), l'indice bancaire européen était à l'unisson (+4,7%). Pendant combien de temps va durer cette euphorie?

Trop peu, trop tard

Toutes ces mesures vont assurément dans le bon sens, mais elles sont comme d'habitude insuffisantes et trop tardives, insuffisantes parce que trop tardives!

L'effacement de 100 milliards d'euros de dette grecque laisse tout de même ce pays avec un niveau d'endettement de 120%, soit l'équivalent en pourcentage de celui de l'Italie. Condamnés à la récession par une politique d'austérité draconienne,

on ne voit pas comment les Grecs pourraient trouver les ressources qui leur permettraient de se désendetter.

La force de frappe du FESF est portée à 1000 milliards d'euros, alors que ce sont 2000 qui étaient jugés nécessaires pour empêcher la contagion de la spéculation aux autres pays latins. A elle seule, la dette italienne atteint 1900 milliards d'euros !

La recapitalisation des banques se limite à 106 milliards, alors que le FMI avait jugé que 200 milliards étaient nécessaires et que la banque américaine Morgan Stanley, l'estimait à 298 milliards...

Surtout, rien n'est fait, pour soutenir une croissance en berne.

Tout pour la croissance

Or, rien ne sera réglé, si l'Europe s'enlise dans la stagnation, comme c'est aujourd'hui le cas, du fait des dures politiques d'austérité que mettent en œuvre simultanément tous les Etats membres. A fortiori, si cette synchronisation plonge notre continent dans une nouvelle récession...

Les marchés savent que sans croissance, les pays surendettés n'auront pas les ressources pour rembourser leur dette. La meilleure façon de les "rassurer", c'est d'établir et de mettre en œuvre un plan européen de retour à la croissance. Ce plan existe, c'est la *"Stratégie UE 2020 pour une croissance intelligente, durable et solidaire"*, souvent évoquée dans cette lettre. Le Parlement de Strasbourg et la Commission proposent qu'il soit financé par obligations européennes dédiées - les

Eurobonds pour projets- et par la taxe sur les transactions financières.

Les députés socialistes européens sont en première ligne dans ce combat.

Ce que nous proposons

Le 13 septembre, Martine Aubry, proposait, dans *Les Echos*, la modalité française de la mutualisation et de la monétarisation des dettes souveraines en Europe : *"il faut transformer le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) en une banque dotée d'un capital de 200 milliards d'euros de fonds propres et capable de lever 2000 milliards sur le marché financier"*, écrivait-elle. *"En liaison avec la BCE, ce trésor européen pourrait racheter des obligations d'Etat et garantir aux Etats membres en difficulté des prêts à un taux raisonnable"*.

Cette proposition a été reprise par Nicolas Sarkozy, mais refusée par Angela Merkel. Les Allemands sont les payeurs en dernier ressort en Europe. En cas de défaut de paiement des "pays du Club Med", c'est eux qui devront régler l'essentiel de l'addition.

On a beau leur assurer que le système proposé vise à dissuader la spéculation contre l'Italie et l'Espagne, donc à empêcher leur éventuel (et très improbable) défaut, rien n'y fait. Les Allemands -SPD inclus- craignent son effet déresponsabilisant et inflationniste, en l'absence d'un gouvernement économique européen et d'une politique budgétaire fédérale.

Le compromis réalisé consiste, on le sait, à restructurer la dette grecque - les banques sont invitées fermement à accepter 50% de pertes. Pour les aider à avaler cette couleuvre, elles seront recapitalisées à hauteur de 108 milliards d'euros. Les moyens du FESF -fournis par les Etats membres, en proportion de leur PIB-, ne sont pas augmentés. Mais un nouveau fonds est constitué, abondé par les investisseurs privés et surtout les "riches émergents" -Chine, Inde, Etats du Golfe, Brésil...

En direct du Parlement européen :

Au cours du mois dernier, j'ai eu le plaisir de recevoir à Bruxelles et à Strasbourg, trois groupes de visiteurs, l'un en provenance de Romagnat (Puy-de-Dôme), le second de Saint-Pal-en-Chalençon (Haute-Loire), tous deux venus avec des camarades italiens dans le cadre d'un Comité de Jumelage, et le troisième, venu de l'Orléanais, composé de sympathiques et dynamiques retraités de la SNCF.

J'ai également participé à un dîner organisé par la région Auvergne avec René Souchon, à Bruxelles, dans le cadre des "Open Days" annuels du Comité des Régions, avec des élus auvergnats.



<http://www.henriweber.eu>
<http://www.henri-weber.fr>

Parlement européen - ASP 14G242
60, rue Wiertz - B-1047 Bruxelles
Tél : +32 (0)2 284 57 88 Fax : +32 (0)2 284 97 88
Courriel : henri.weber@europarl.europa.eu